



Déclaration préalable du
SNUipp-FSU 40
CAPD du 4 septembre 2014

Nous souhaitons tout d'abord la bienvenue dans notre département aux nouveaux inspecteurs avec lesquels nous espérons continuer à travailler dans un climat de respect mutuel comme nous l'avons toujours fait.

En cette rentrée, Najat Vallaud-Belkacem arrive au ministère de l'Éducation Nationale. Au-delà du symbole que représente l'arrivée d'une femme, pour la première fois, rue de Grenelle, ce qui importe, pour le SNUipp-FSU, c'est l'action qu'elle va conduire à partir de cette rentrée. L'urgence est à l'amélioration des conditions de travail des enseignant-es, levier indispensable pour la réussite de tous les élèves. D'évidence, la réforme des rythmes scolaires n'est pas une réponse suffisante.

Il faudra que soient traités au plus vite les dossiers toujours en souffrance, tout particulièrement ceux de la direction d'école, de la formation continue et des salaires, avec dans un premier temps l'alignement du montant de l'ISAE sur l'ISOE perçue par les enseignant-es du second degré. Sur la question de la direction d'école, si des bougés ont été annoncés en terme de temps et de rémunération, ils sont encore loin des attentes des collègues. Le précédent ministère s'était engagé à simplifier les tâches administratives des directrices et directeurs d'école. Une circulaire ministérielle vient d'annoncer la constitution de groupes de travail pour mettre à plat l'activité professionnelle des directeurs et faire des propositions. Nous attendons son installation dans les Landes, qui doit déboucher rapidement sur des propositions concrètes.

Concernant la formation continue, elle tend à se réduire aux 18 heures annuelles d'animations pédagogiques. Dans les Landes, elle ne cesse de diminuer d'année en année, n'offrant quasiment plus que des stages à public désigné. Avec l'arrivée des nouveaux programmes, de nombreux chantiers nécessitent à la fois de remettre à jour ses connaissances et de pouvoir, dans des cadres collectifs, échanger sur ses pratiques, se nourrir de l'expérience de ses pairs, pour, au final s'emparer et adapter les évolutions du métier, en fonction de ses propres réalités de terrain. La seule réponse apportée pour l'heure semble être la formation à distance via M@gistère. Si l'outil en lui-même n'est pas à rejeter, pour le SNUipp-FSU 40, cela ne doit pas être un outil de contrôle des enseignant-es et ne doit pas se substituer à une formation continue de qualité sur le temps de classe.

Concernant les salaires, depuis juillet 2010, ils sont «gelés» ce qui, conjugué à l'inflation et aux hausses successives des cotisations retraites chaque 1er janvier, entraîne une baisse conséquente du pouvoir d'achat des enseignant-es. Si le gel est maintenu comme prévu dans le projet de budget triennal 2015-2017, cette perte va s'amplifier. Cette situation est totalement inacceptable et rend encore

plus nécessaire et urgente la revalorisation du point d'indice de la fonction publique comme le demande le SNUipp avec la FSU.

Enfin, les « recommandations pour la mise en œuvre des programmes » pour les cycles 2 et 3 sont parues. Des ajustements qui vont dans le bon sens, invitant à des démarches d'apprentissages faisant sens pour les élèves, mais les indications restent assez floues sur ce qui est prioritaire et ce qu'on doit laisser de côté. Pour le SNUipp-FSU, et dans l'attente des nouveaux programmes, ces recommandations doivent être considérées comme une ressource mise à la disposition des équipes enseignantes et non comme une injonction.

Moyens pour l'école, conditions de travail, salaires, la Ministre doit maintenant répondre aux préoccupations et aux exigences des enseignant-es des écoles.

Pour le SNUipp-FSU, cette rentrée se fera dans des conditions qui ne permettront pas, ou peu, d'améliorations pour l'école et ses personnels.